
Chambre des Représentants.

SESSION DE 1880-1881.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS D'AOUT.

FEUILLETON AU 4 AOUT 1881.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION N'A NI STATUÉ NI FAIT RAPPORT.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

1.	11218.	Par pétition datée de Naomé, le 3 décembre 1880,
----	--------	--

Le sieur Lambert, secrétaire communal à Naomé, demande la suppression du traitement des curés qui ne veulent pas admettre au catéchisme les enfants fréquentant les écoles communales et qui refusent les sacrements aux personnes qui les envoient à ces écoles.

2.	11221.	Par pétition datée de Rachecourt, le 3 décembre 1880,
----	--------	---

Des habitants de Rachecourt demandent que le Gouvernement prenne des mesures pour protéger l'institutrice communale contre les attaques du curé et que celui-ci soit éloigné de la commune; ils proposent en outre la réduction des traitements.

3.	11222.	Par pétition datée d'Anvers, le 6 décembre 1880,
----	--------	--

Le sieur Swaab prie la Chambre de supprimer le

Numéros du feuilleton.	Numéro du registre des pétitions.
------------------------------	---

traitement des chanoines, les bourses pour l'enseignement de la théologie et de consacrer ces allocations à des travaux d'utilité publique.

4. 11224. Par pétition sans date,

Le sieur Durand propose de retirer la personnification civile à chaque fabrique d'église pour la donner à un seul être moral : le culte catholique qui aurait la capacité de recevoir dans les mêmes conditions que les fabriques actuellement et dont les revenus seraient distribués, selon leurs besoins, à toutes les fabriques d'église du royaume.

5. 11226. Par pétition datée de Gand, le 6 décembre 1880,

Le sieur Versteven demande qu'il soit joint au budget du Ministère de la Justice, un état détaillé des traitements payés aux ministres des cultes, et que les traitements des membres du clergé supérieur soient réduits.

6. 11239. Par pétition datée de Heyndonck, le 8 novembre 1880,

Le sieur Vanbreedam prie la Chambre de prendre des mesures contre le braconnage; de supprimer le traitement du clergé et d'augmenter celui des gardes champêtres.

7. 11255. Par pétition datée de Willebroek,

Le sieur de Prins-Albrechts demande l'expulsion des jésuites, la suppression du budget des cultes, l'inspection des béguines et l'abolition de la peine de mort.

8. 11265. Par pétition datée de Moirey,

Des habitants de Moirey prient la Chambre de diminuer les traitements des membres du clergé au prorata des paroissiens qu'ils admettent aux sacrements, et de rapporter la loi qui oblige les communes à loger les desservants.

9. 12245. Par pétition datée de Tronchiennes, le 23 juillet 1881,

12328. Des habitants de Tronchiennes proposent des modifications à la loi du 28 janvier 1850 sur les vices rédhibitoires.
12529.
12350.

Même demande d'habitants de Maercke-Kerkhem,

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

de La Pinte, Elene, Heldergergem, Haaltert, Aigem, Saffelare.

10. 12273. Par pétition datée de Liège,
12274. Des habitants de Liège demandent que l'Etat fasse l'acquisition, en Afrique ou en Océanie, d'une colonie, pour y déporter tous les condamnés à plus de 10 ans de travaux forcés et les vagabonds récidivistes.
Même demande d'habitants de Bruges.
11. 12289. Par pétition datée de Thildonk, en mai 1881,
12290. Des habitants de Thildonk prient la Chambre de
12309. donner à la langue flamande la place qui lui revient dans les tribunaux, dans l'enseignement public, dans les actes de l'état civil, les inscriptions sur les monuments, les monnaies, les timbres-poste, les imprimés, avis, adjudications, affiches, feuilles officielles, les procès-verbaux et les déclarations des témoins. Ils demandent qu'on n'envoie plus en pays flamand des fonctionnaires ignorant la langue du peuple.
Même demande d'habitants de Louvain, de Roosbeek, d'une commune non dénommée, des sieurs Beving et Schepens à Bruxelles.
12. 12310. Par pétition datée de Hampteau, le 16 juillet 1881,
12324. Le conseil communal de Hampteau prie la Chambre d'adopter le tracé d'un chemin de fer de Marloie à Bastogne, recommandé par le conseil communal de Marche.
Même demande des conseils communaux de Erezée et de Mondeux.
13. 12312. Par pétition datée d'Anvers, le 21 juillet 1881,
Les président et secrétaire du Cercle des anciens étudiants de l'institut supérieur de commerce d'Anvers, prient la Chambre de voter une loi, réorganisant cet institut et le rangeant parmi les établissements d'enseignement supérieur.
14. 12313. Par pétition datée de Pecq, le 25 juillet 1881,
Le sieur Bauduin, à Pecq, demande la suppression des plantations le long des routes de l'Etat, afin de soulager l'agriculture.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

- | | | |
|-----|------------------|---|
| 15. | 12314. | Par pétition datée de Malines, le 20 juillet 1881,
Le sieur Bauwens, ex-menuisier à l'Arsenal de Malines, prie la Chambre d'ordonner une enquête sur la mesure de révocation dont il a été l'objet. |
| 16. | 12315. | Par pétition datée de Gand, le 26 juillet 1881,
Le sieur Lefébure prie la Chambre d'intervenir pour lui faire accorder le congé le libérant définitivement du service militaire. |
| 17. | 12316.
12317. | Par pétition datée de Thildonk, en mai 1881,
Les habitants de Thildonk demandent la suppression du tirage au sort et la création d'une armée de volontaires.
Même demande d'habitants de Louvain, d'Anvers, de Roosbeek et d'une commune non dénommée. |
| 18. | 12321. | Par pétition datée de Gulleghem, le 22 juillet 1881,
Le sieur Magherman, ancien instituteur communal, à Gulleghem, demande un secours. |
| 19. | 12322. | Par pétition datée de Bruxelles, le 26 juillet 1881,
Le sieur David, sergent pensionné, demande le maximum de la pension. |
| 20. | 12323. | Par pétition datée d'Ingelmunster, le 20 juillet 1881,
Le sieur Guesnet, à Ingelmunster, soumet à la Chambre un projet de réforme électorale. |
| 21. | 12325. | Par pétition datée d'Anvers, le 26 juillet 1881,
Le sieur Claessens, à Anvers, demande que le service de la garde civique soit rendu facultatif à partir de vingt-cinq ans, et qu'il soit créé une réserve nationale, composée des jeunes gens de vingt à vingt-cinq ans, sans distinction aucune, ni de rang, ni de classe. |
| 22. | 12331. | Par pétition datée de Lambusart, le 2 juin 1881,
La dame Verlée, veuve du sieur Gossiaux, garde-barrière, mort victime d'un accident de chemin de fer, demande une indemnité ou une pension. |
| 23. | 12332. | Par pétition datée de Liège, le 30 juillet 1881,
Le sieur Moreau, ancien combattant de 1830, demande une pension. |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
24.	12337.

Par pétition datée de Bruxelles, le 3 août 1881,

Les président et secrétaire de la Société des combattants volontaires de 1830, à Bruxelles, prient la Chambre d'accorder une pension viagère aux combattants volontaires de 1830.
